

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 25 OCTOBRE 2005

N° 321 PRIX 0,60 Euros



LA RÉPRESSION ET LES BARBELÉS

NE PROTÈGERONT PAS LES PAYS RICHES

DES LAISSÉS-POUR-COMPTE

DU PILLAGE IMPERIALISTE

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

é d i t o r i a l

Page 4
Côte d'Ivoire: Après
le 30 octobre, rien
de bon pour les
travailleurs

Page 6
Sénégal - Gambie:
situation conflic-
tuelle

Page 10
Dakar: préavis de
grève dans les trans-
ports en commun

Page 11
Tchad: Bruxelles
demande l'extradition
de l'ex-dictateur
Habré

Page 12
France: la petite
comédie des
dirigeants ne fera
pas oublier les
massacres...

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an : 14 euros
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-poste
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en
coupons-réponses
internationaux.

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42
92114 CLICHY Cedex

IMMIGRATION

**LA RÉPRESSION ET LES BARBELÉS
NE PROTÈGERONT PAS LES PAYS RICHES
DES LAISSÉS-POUR-COMPTÉ DU PILLAGE
IMPÉRIALISTE**

Au cours de ce mois d'octobre les médias se sont intéressés d'une manière inhabituelle aux drames qui se sont produits aux frontières du Maroc et des territoires espagnols à Ceuta et Melilla. Des centaines, voire des milliers d'Africains subsahariens ont tenté à plusieurs reprises et de manière massive de passer par-dessus les barbelés. Il y a eu quatorze morts et de nombreux blessés.

Les forces armées espagnoles et marocaines se sont précipitées pour réprimer les actions de désespoir des émigrants africains. En particulier les autorités marocaines ont bien joué le rôle de chien de garde que leur ont assigné les Etats européens pour expulser, refouler des zones frontalières les émigrants et décourager ceux qui veulent tenter encore de passer par-dessus les barbelés.

Cela fait plusieurs années que les dirigeants des Etats de l'Union européenne, en particulier l'Italie, la France et l'Espagne mettent au point une stratégie pour que la Libye et le Maroc coopèrent afin de refouler tous les futurs émigrants qui séjournent dans leurs territoires vers leurs pays d'origine. Bien sûr, ces Etats du Maghreb qui doivent jouer le rôle de gendarme seront aidés matériellement et financièrement par les Etats européens. Ces derniers ne veulent pas faire ce sale travail dans leurs propres pays, surtout que cela crée à chaque fois des scandales que les organisations humanitaires se chargent de dénoncer. Pensez bien que cela ne fait pas du tout bonne presse.

De toute façon, la situation économique et politique est tellement désastreuse que beaucoup de jeunes, des chômeurs des pays d'Afrique de l'Ouest vivent dans la misère. Ils préfèrent ten-

ter leur chance. D'ailleurs la presse a raconté tous les périples que ces jeunes traversent pour arriver au Maroc ou en Libye, pratiquement à la porte de l'Europe. Non seulement ce trajet leur coûte une fortune, mais en plus ils rencontrent des dangers où ils risquent de laisser leur vie. En traversant le Sahara par la Mauritanie ou l'Algérie, ils sont obligés de passer par l'intermédiaire des passeurs et des guides qui sont sous le contrôle de bandes mafieuses qui agissent au vu et au su des autorités des pays du Maghreb et ceux des pays voisins. Ces jeunes mettent des mois, voire des années avant d'arriver au Maroc ou en Libye. Certes il y a une infime minorité qui arrive en Europe en traversant la Méditerranée dans des embarcations de fortune très dangereuses. Il y en a beaucoup qui laissent leur vie. Selon l'organisation "Médecins sans frontière", dans les dix dernières années 6 300 personnes ont trouvé la mort en traversant le détroit de Gibraltar. D'autres ont été refoulés vers leur pays mais repartent aussitôt qu'ils peuvent par ce qu'ils n'ont pas d'autre solution.

De toute façon les autorités marocaines ont utilisé tous les moyens pour chasser de leur pays le maximum d'émigrants africains. Elles ont utilisé des cars pour les éloigner et les abandonner dans le désert d'une manière inhumaine, sans vivres. Et si certains de ces émigrants résistent ou protestent, ils sont réprimés. Il y a cer-

tainement des morts parmi ceux -là. Les plus chanceux ont été expulsés par un pont aérien à partir de la ville Oujda à la frontière entre le Maroc et l'Algérie. Des centaines ont ainsi débarqué à Bamako pour les Maliens et à Dakar pour des Sénégalais. Ceux qui ne sont pas de ces deux pays les plus proches du Maroc, les autorités les éloignent vers le sud par l'Algérie ou la Mauritanie.

Devant cette situation l'Union Européenne parle de «plan Marshall» pour soi-disant guérir le mal à la racine. Elle propose d'aider les pays d'Afrique à se développer pour créer des emplois sur place pour les jeunes et ainsi empêcher le flux d'émigration. Mais le véritable problème est que si des jeunes sont tentés de partir vers l'Europe, c'est que la situation s'est aggravée à cause de la politique des Etats européens en Afrique. Ce qui intéresse les Etats capitalistes, c'est de continuer à s'emparer des richesses de ces pays comme ils le veulent sans s'occuper du sort de la population. Pour cela ils font tout pour maintenir au pouvoir des dictateurs de la pire espèce, entretenir des guerres. Et après ils font semblant de découvrir que la misère s'accroît dans les pays d'Afrique. En fait, ils sont responsables de cette situation. Et les dirigeants à la tête des Etats africains sont leurs fantoches et incapables de changer cette situation. C'est le système capitaliste qui règle ces lois. C'est ce système qu'il faut un jour abattre.

COTE d'IVOIRE

**APRES LE 30 OCTOBRE : QUEL QUE SOIT
LE POUVOIR EN PLACE, RIEN DE BON
N'EN SORTIRA POUR LES TRAVAILLEURS**

Depuis des mois, les spéculations vont bon train sur l'après 30 octobre, date de fin de mandat du président Gbagbo. D'un côté, les opposants au régime crient sur tous les toits que la date venue, ils l'enlèveront du pouvoir de gré ou de force. De l'autre, ses partisans clament : nous sommes là et nous resterons.

Quant au maître de cérémonie, leur maître à eux tous, à savoir l'impérialisme, représenté par les forces onusienne et française en Côte d'Ivoire, il a attendu jusqu'au dernier moment avant de dicter la règle du jeu pour l'après 30 octobre.

Quoiqu'il en soit, le spectre étant là, les riches, à savoir les propriétaires d'usines, des banques, du gros commerce, de même que les hauts cadres des grandes entreprises privées et publiques, tous ceux-là, ont préféré quitter la Côte d'Ivoire, sinon eux-mêmes, dans tous les cas, leurs familles. Mais il n'y a pas qu'eux qui ont préféré la prudence en se mettant à l'abri. Leurs représentants politiques en ont fait de même. Ainsi, apprend-on, le premier d'entre eux, Gbagbo, aurait prolongé le séjour de ses deux filles aux Etats-Unis ; Mamadou Koulibaly, le président de l'Assemblée Nationale, aurait installé sa famille en Afrique du Sud ; Affi N'Guessan, le président du FPI, s'est acheté une belle demeure en France et y a envoyé sa famille ; Bohoun Bouabré, le ministre FPI de l'économie et des finances, en a fait de même, en choisissant la Suisse ; Seydou Diara, le Sénégal ; Kadet Bertin, le conseiller militaire de Gbagbo, a aussi envoyé sa famille en France ; certains députés en

auraient fait de même, etc.

A vrai dire, tout ce beau monde ainsi que leurs porte-plumes qui déversent la haine ethnique, tribale et xénophobe depuis toutes ces années pour diviser les travailleurs, n'a de toute façon pas grand-chose à craindre, même en restant en Côte d'Ivoire. Ce n'est pas dans leurs quartiers riches que les gens se découperont à la machette ou subiront les exactions des différentes milices militaires ou paramilitaires. De plus, les forces onusienne et française ne sont-elles pas là justement pour les protéger eux-mêmes et leurs intérêts dans ce pays ?

Non. Ceux qui ont à craindre du spectre qui plane en Côte d'Ivoire, ce sont les pauvres : ce sont les quartiers pauvres et tous ceux qui y vivent. C'est dans ces quartiers que les riches ont installé la haine ; c'est là qu'ils ont positionné les milices. C'est dans ces quartiers qu'il y a un réel risque massacre fratricide.

Alors, quelle solution pour les travailleurs ? En tout cas, il n'y en a aucune à attendre du côté FPI, PDCI, RDR ou Forces Nouvelles ; N'est-ce pas eux qui ont créé cette situation, dans leur lutte pour le pouvoir ? Il n'y a pas plus de salut à attendre du côté des forces onusienne et française. Elles sont là pour défendre les intérêts des riches, à commencer par ceux des impérialistes.

Par dépit, ceux parmi les travailleurs qui pensent que si l'armée prenait le pouvoir en Côte d'Ivoire, que ce soit sous sa forme Mangou ou Doué, ce serait un

moindre mal, eh bien, ceux-là sont naïfs et se trompent. En effet, il n'y a qu'à voir les assassinats et les exactions que l'armée fait subir en ce moment dans les quartiers pauvres, alors qu'ils ne sont pas encore à la tête du pouvoir. Il ne faut pas oublier la dictature sous Guéi.

Pourtant, l'éventualité d'une dictature militaire n'est malheureusement pas à exclure dans les circonstances politiques actuelles. En tous cas, c'est le souhait d'une partie des classes riches ivoirienne, libanaise et française.

Quel travailleur peut prétendre aujourd'hui vivre normalement de son travail ? Non seulement la situation des ouvriers se dégrade depuis des années, mais en plus, ceux qui réussissent à garder leur emploi, subissent une exploitation chaque jour plus accrue et sont écrasés par le patronat qui profite de la situation actuelle pour tirer plus de profit. Et cette réalité est encore plus perceptible aux rares ouvriers qui arrivent bon an mal an à se trouver un petit travail

au port ou dans les zones industrielles et qui se voient proposer un salaire de 1 500 Fr par jour.

La classe ouvrière ne peut compter que sur elle-même. Sur ses propres forces. Pour commencer, elle ne peut pas laisser la haine et la division s'installer dans les cours communes et dans les quartiers. Comment donc se défendre s'il y a la division ? Il est indispensable que les travailleurs s'organisent pour faire face aux milices et autres Cécos (Centre de commandement des opérations de sécurité) qui viennent racketter et installer la terreur dans les quartiers. Ils ont besoin de s'organiser sur leur lieu de travail, dans les docks, les zones industrielles, le bâtiment pour défendre ensemble leurs intérêts matériels et créer une solidarité agissante. Oui, il y a tout cela à faire pour ne pas subir la loi des machettes dans les quartiers et la dictature de la bourgeoisie sur les lieux de travail. Alors, que tous ceux qui ont conscience de la tâche commencent par discuter avec leurs voisins et leurs proches.

CÔTE D'IVOIRE

INSECURITE GRANDISSANTE DANS LES QUARTIERS POPULAIRES.

Aujourd'hui, il ne se passe plus de jour sans qu'on apprenne un cas d'assassinat au coin des rues par des individus non identifiés ou même par des éléments de la force de l'ordre.

Dans la commune d'Abobo, l'insécurité pour les gens pauvres est devenue très préoccupante. Chaque jour révèle un nouveau cas de meurtre. Dans les deux derniers mois, la commune a connu divers

crimes dans ses sous-quartiers surtout dans celui situé derrière les rails. Dans ce gros quartier à l'allure de bidonville, les rues sont mal tracées et mal éclairées. La nuit tombée, dans certains endroits, on se croirait au village. Tous ces faits contribuent à une prolifération du gangstérisme et autres coups bas ou règlements de compte. Il y a de cela deux semaines, un jeune a été trouvé pendu derrière un maquis,

deux jours après avoir quitté son domicile familial. Dans le même quartier, trois jeunes ont été battus à mort par des individus, sous prétexte que ce sont des voleurs mais sans preuve. Dans un autre sous-quartier, le corps exsangue de deux enfants de bas âge ont été retrouvés le matin, parce que leur bourreau avait "tiré tout leur sang". Cette liste des crimes crapuleux est longue. En face, l'Etat se montre impuissant. La population, de son côté est désemparée d'autant plus que ceux qui sont commis pour la sécurité : la police, la gendarmerie font pire que les bandits. Quant au fameux « CECOS » (Centre de Commandement des Opérations de Sécurité) créé par

le pouvoir en place pour dit-il lutter contre l'insécurité, ses éléments issus des différents corps de l'armée n'hésitent pas à abattre des pauvres gens après les avoir dépouillés de leurs biens. Ils sont aujourd'hui plus dangereux que les bandits en civil. Ils commettent encore plus de crimes, de vols; ils bastonnent.

A l'approche du 30 octobre, période considérée comme un moment de trouble et d'insécurité, les populations de ces quartiers vivent dans l'angoisse des représailles et vols qui seront à l'actif de ces soi-disant agents de sécurité.

SITUATION CONFLICTUELLE ENTRE LA GAMBIE ET LE SÉNÉGAL

Les relations entre le Sénégal et la Gambie qui n'étaient déjà pas bonnes se sont nettement dégradées depuis le mois d'août dernier. Les autorités gambiennes ont décidé de doubler, à partir du 15 août, les tarifs de traversée du bac de Farafégné, point de passage le plus court pour relier le Nord et le Sud du Sénégal. Les coûts de passage passe de 45 000 à 90 000 F Cfa pour les camions, de 16 000 à 32 000 F Cfa pour les cars, de 10 000 à 20 000 F Cfa pour les petits véhicules de transport en commun de 5 000 à 10 000 pour les voitures particulières et de 200 à 400 F Cfa pour les piétonniers habitants ou travaillant de part et d'autre du fleuve.

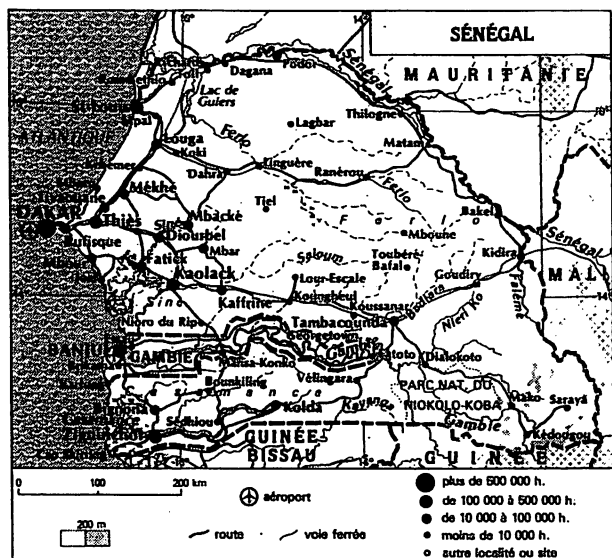
Avec le renchérissement du prix du carburant qui a déjà eu comme conséquence le renchérissement du prix des transports et des marchandises, cette nouvelle augmentation a été ressentie aussi bien par les transporteurs que par les usagers des transports en commun comme un coup de poignard. Pris de colère,

les transporteurs décident de boycotter le bac en contournant la Gambie par la route de Tambacounda même si le trajet est beaucoup plus long (900 km), les routes défectueuses, et dangereuses. Cela pénalise surtout les petites gens qui n'ont pas d'autres choix pour relier la Casamance et la capitale d'autant plus que le remplacement du bateau "Joola" n'est toujours pas effectif depuis plus de trois ans. Cela pénalise aussi toute la population de la Casamance par le renchérissement de tous les produits passant par ce long trajet.

En même temps qu'ils boycottent le passage par la Gambie, les transporteurs sénégalais bloquent l'accès au territoire sénégalais à tous les véhicules en provenance de la Gambie. Ils comptent ainsi asphyxier l'économie gambienne qui dépend en grande partie des échanges avec le Sénégal. Le gouvernement sénégalais les a laissés faire, voire les a soutenus. Une petite réduction sur les prix du carburant à été

accordée aux transporteurs faisant la boucle par Tambacounda et Vélingara. Ainsi, ceux qui font le plein à Vélingara payeront 10% de moins sur le carburant.

Le ton est monté d'un cran entre les deux pays. Au ministère



conflictuelle". Le même journal continue plus loin: "Pour un pays dont l'économie dépend pour l'essentiel du Sénégal, la Gambie a fait un pari sur la compréhension complaisante et toujours renouvelée des Sénégalais face aux palinodies dont elle est coutumière. Mais cette fois-ci elle est allée un peu loin en voulant asseoir sa croissance sur la bourse de nos compatriotes... Mais comme par le passé, on note toujours des blocages du côté Gambien et le statu quo revient à tenir notre pays en otage". Cela rappelle le ton que ce même journal utilisait à l'égard de la Mauritanie à la veille de la guerre entre les deux pays en 1989, à l'époque où c'était Diouf qui était au pouvoir. Ces gens-là veulent montrer que les responsables de la dégradation des conditions de vie des populations pauvres au Sénégal ne sont pas à chercher à Dakar mais à Banjul ou ailleurs. On peut être sûr que du côté des autorités gambiennes on utilise la même démagogie et les mêmes mensonges en sens inverse.

de Affaires étrangères de Dakar on parle "d'acte unilatéral et inamical, pris en violation flagrante de l'accord qui lie les deux pays en matière de transport". Interrogé sur ce sujet par la chaîne de télévision TV5 et sur ses relations avec son homologue gambien Yahya Jammeh, Wade a déclaré de manière méprisante: "Tous les jours, il change d'avis. Un jour, il dit: "Je veux un pont barrage et le lendemain, il change d'avis. Et lorsque je vais le trouver pour lui dire maintenant il faut qu'on fixe un jour pour que les experts se réunissent, il change d'avis: vendredi, samedi, dimanche etc."

La presse gouvernementale sénégalaise ne s'est pas privée non plus pour s'en prendre aux autorités gambiennes avec le même ton méprisant. C'est ainsi que le 5 octobre dernier on pouvait lire dans le journal "Le Soleil" que la décision unilatérale des autorités gambiennes est "politiquement primitive et économiquement

Entre ces deux pays les rapports n'ont jamais été au beau fixe particulièrement depuis l'éclatement de la rébellion casamançaise. Les dirigeants sénégalais ont toujours accusé ceux de la Gambie d'offrir une base arrière aux MFDC (Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance). Le passage du bac de Farafégné est le deuxième point de conflit entre les deux pays. Les dirigeants gambiens ont toujours été hostiles à la construction d'un pont pour traverser le fleuve car c'est un endroit qui leur permet de racketter plus facilement le transport de marchandises comme des voyageurs. Pour les douaniers, pour les policiers et gendarmes gambiens c'est une véritable aubaine. La plupart d'entre eux possèdent de part et d'autre du bac des échoppes où l'on vend de la marchandise et de la nourriture.

Souvent, même quand le bac n'a pas de panne, ils contraignent les passagers à des heures d'attente pour que ceux-ci achètent de quoi manger dans leurs échoppes. C'est une autre manière de racketter. Les boutiques sont également des endroits où les dirigeants gambiens écoulent des marchandises provenant des trafics en tous genres, moins chères qu'au Sénégal. Mais en matière de rackets et de trafics leurs homologues sénégalais ne sont pas en reste. Ils savent aussi rançonner les passagers à la sortie des villes. Bien souvent les véhicules de transport de marchandises ou de personnes ne sont pas en règle. Les policiers les laissent passer moyennant des bakchich. Seulement il est plus commode d'accuser l'autre pour mieux masquer son propre forfait.

Si le gouvernement de Wade était si soucieux du désenclavement de la région de Casamance comme il le prétend, pourquoi n'a-t-il rien fait jusqu'ici pour améliorer ce qui dépend de lui, à savoir la réfection de la route reliant Dakar à Ziguinchor? Rappelons que le lendemain du naufrage du bateau "Joola" le 26 septembre 2002, Wade avait promis "deux bateaux dans les prochains mois". Trois ans sont passés après cette promesse et les Casamançais n'ont rien vu. Aujourd'hui un bateau loué à titre provisoire à l'Indonésie est à quai à Dakar. Il est toujours en "test" dit-on. De plus, il n'est pas approprié aux besoins des populations. Il est petit et de faible capacité pour les marchandises. Le gouvernement lui a fait faire juste un voyage d'essai à Ziguinchor sans voyageurs ni marchandises le jour de la cérémonie du troisième anniversaire du naufrage du "Joola" qui, rappelons-le, fit 2000 noyés à cause de l'irresponsabilité des autorités sénégalaises qui le surchargeaient délibérément afin d'empocher le

maximum de recette. Rappelons aussi que s'il y a eu autant de morts, c'est aussi à cause du fait que les autorités n'ont envoyé des secours que bien trop longtemps après avoir reçu les appels de détresse. Les indemnités promises aux familles des victimes ne sont versées qu'à compte-gouttes.

Aujourd'hui après la décision des autorités gambiennes de doubler le tarif du passage du bac, le gouvernement sénégalais se décharge sur son voisin en l'accusant de prendre les Sénégalais en "otage". Mais lui-même ne prend-il pas en otage la population pauvre par son incapacité à résoudre les questions qui dépendent de lui? Ne la prend-t-il pas en otage par son mépris à l'égard des conditions d'existence des plus démunis? Par le blocage des salaires dans la fonction publique, par le délabrement des hôpitaux publics, par l'abandon des quartiers déshérités dans un manque total d'infrastructure minimum?

Selon les toutes dernières informations les chefs d'Etat sénégalais et gambiens se sont rencontrés le 21 octobre à Dakar en compagnie d'Obasanjo, le président nigérian. Un accord provisoire a semble-t-il été conclu entre les deux parties. Un communiqué signé conjointement fait état de la décision de la Gambie de "suspendre immédiatement les nouveaux tarifs du bac et de revenir aux tarifs en vigueur avant le 15 août 2005". Cependant il "notifiera au gouvernement sénégalais sa volonté d'augmenter les tarifs du bac conformément à l'accord sur les transports routiers du 5 octobre 2004 entre le Sénégal et la Gambie". De son côté le chef d'Etat sénégalais s'engage à "prendre toutes les dispositions pour qu'à compter du 22 octobre 2005 à 6 heures, l'ouverture de la frontière entre les deux pays soit effective". Quant aux transporteurs, un

de leurs représentants avait déclaré la veille qu'ils continueront toujours à boycotter le passage par la Gambie même si un accord était conclu prochainement entre les deux pays.

Ce qui est sûr, c'est que si la crise entre les deux pays s'aggravait, ça ne serait ni de l'intérêt des populations pauvres sénégalaises ni de celles de la Gambie voisine.

SÉNÉGAL

ARRESTATIONS DE JOURNALISTES POUR DES MOTIFS BIDON

Le matin du 17 octobre 2005, à Dakar, les locaux du groupe Sud Communication qui possède des journaux et des stations de radio ont été assiégés par les forces de police. Voici le compte rendu qu'on peut lire dans le journal Sud Quotidien du 22 octobre: "Les ordinateurs, Cd et cassettes de la Station Sud-Fm ont été confisqués. 19 personnes -journalistes, techniciens, agents commerciaux, etc; - présents sur place ont été arrêtés et gardés à vue dans les locaux du commissariat central et de la Division des investigations criminelles. D'autres journalistes des sections locales de Sud-FM ont également été arrêtés ... Le signal radio de Sud-Fm a été coupé toute la journée du 17 octobre ... Tous les journalistes arrêtés ont été entendus par les forces de l'ordre, puis relâchés". Une

information judiciaire a été ouverte à l'encontre des responsables de ce groupe pour "atteinte à la sécurité de l'Etat". Ce qui leur est reproché par le gouvernement, c'est d'avoir accordé une interview à l'un des chefs de la rébellion casamançaise.

Ce n'est pas la première fois que le pouvoir sénégalais s'en prend à des journalistes ou des écrivains qui dévoilent des magouilles au sein du pouvoir, dénoncent la corruption et le clanisme dans le camp de Wade ou comme cette fois-ci accorde un entretien non souhaité par le pouvoir. Cela n'empêche nullement Wade de pavaner sur la scène internationale et de donner parfois des leçons de "démocratie" à ses compères africains.

LES PETITS PAYSANS OTAGES DE LA RAPACITÉ DES CAPITALISTES

Le Sénégal pourrait produire cette année une quantité record de 700 000 tonnes d'arachide, grâce à des pluies abondantes. C'est en tout cas ce que les spécialistes de la "prévision" ont annoncé. On n'en est qu'aux tout premiers jours de la récolte. Mais cette "chance" est en passe de devenir un malheur pour la petite paysannerie qui aura du mal à vendre plus de 10% de sa récolte. La société Lesieur France qui est

le principal client du Sénégal a préféré s'approvisionner en Argentine. De son côté, Advens, le repreneur de la Sonacos (privatisée par Abdoulaye Wade), chargé de collecter les récoltes auprès des paysans, déclare qu'elle ne pourra pas les écouler. Selon ses dirigeants, il leur reste encore près de la moitié des récoltes de l'année dernière. Et comme les paysans n'ont pas les moyens de stocker leurs

productions, ils sont pris à la gorge. Selon les chiffres avancés, le secteur arachidier ferait "vivre" entre 3 et 4 millions de personnes au Sénégal. La menace est donc sérieuse. Les petits paysans qui ont déjà du mal à joindre les deux bouts risquent de voir leurs conditions d'existence s'aggraver. Que les conditions pluviométriques soient bonnes ou

mauvaises, leur sort ne s'améliore jamais.

Le calcul de Lesieur et d'Advens est clair. Ils veulent prendre en otage les petits paysans pour faire baisser encore plus le prix de l'arachide afin d'augmenter considérablement leurs profits dans la fabrication de l'huile. La vie des paysans ne compte pas pour ces rapaces.

PRÉAVIS DE GRÈVE DANS LES TRANSPORTS EN COMMUN DE DAKAR

Les employés de la société de transport public Dakar Dem Dikk qui a remplacé la Sotrac depuis l'arrivée de Wade au pouvoir ne sont pas contents de leurs conditions. Le 14 octobre dernier, le syndicat, l'Union démocratique des travailleurs de Dakar dem-dikk a lancé un préavis de grève pour obtenir des améliorations tant au niveau des salaires et des primes qu'au niveau des logements. Un des représentants du syndicat déclare qu' "à tout moment maintenant la grève peut être déclenchée". Il dénonce la gestion "népotique" de l'entreprise avec des augmentations de salaire uniquement réservées aux cadres et aux amis du directeur général au détriment des receveurs et aux autres hommes de terrain.

Le directeur de cette société privée qui bénéficie des largesses de l'Etat a eu le culot de déclarer à la presse que "la menace de grève des travailleurs, guidés par une minorité de meneurs aux élans égoïstes est un véritable scandale". Cette grève

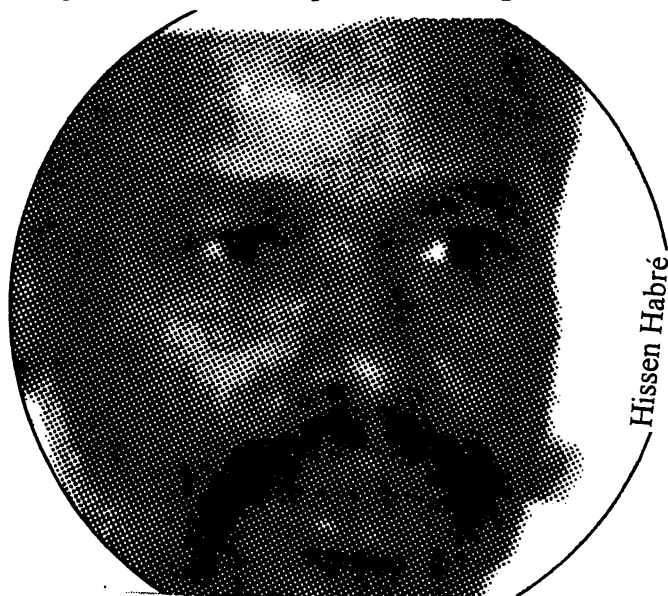
serait selon lui "un acte inouï au moment où les populations sont dangereusement touchées par les intempéries et autres calamités, au moment où également l'Etat sénégalais a consenti des efforts budgétaires louables pour répondre à la demande sociale de transport public".

Les travailleurs qui revendiquent des augmentations sont pour lui des égoïstes et agissent dans le sens contraire des intérêts des populations. Ce qui est sûr, c'est que lui et les riches de son acabit ne fréquentent pas les bus surchargés. Ils ont des chauffeurs particuliers et des maisons de luxe dans les quartiers au bord de la mer. Ceux qui fréquentent les transports en commun, ce sont les travailleurs comme ceux de Dakar Dem Dikk et habitent les mêmes quartiers défavorisés. L'amélioration des conditions d'existence des employés de cette société va au contraire dans le sens des intérêts des usagers.

T C H A D**BRUXELLES DEMANDE L'EXTRADITION
DE L'EX-DICTATEUR HABRÉ**

Des ressortissants tchadiens en Belgique ayant la nationalité belge et des Belges ont déposé une

peut-elle juger Habré ? Pourquoi a-t-elle renoncé à poursuivre Sharon en justice ? " etc. C'est un faux débat pour occulter les vrais problèmes que posent le cas Habré.



plainte contre l'ancien dictateur Hissen Habré qui, après sa fuite de Ndjaména s'est réfugié depuis 1990 à Dakar où il coule de douces années. Ces Belges et Tchadiens, documents à l'appui, accusent ce dernier d'avoir commis des "crimes contre l'humanité" pour des tortures infligées par lui-même ou par ses sous-fifres aux opposants ou à tous ceux qui dénonçaient son régime basé sur la répression et la peur.

En tout cas, tant que Idriss Déby demeure à la tête de ce pays, il y a peu de chance que le procès de son ex-patron ait lieu au Tchad. Rappelons qu'une commission d'enquête commandée par Déby lui-même en 1992 a fini en queue de poisson. En effet, après des mois d'enquête, cette commission avait établi clairement la responsabilité du régime de Habré pour des atrocités et crimes contre des opposants et autres ressortissants. C'était un régime policier qui employait des jeunes pour espionner. Les villes étaient truffées de ses espions à tel point que les populations nommaient ces sous-marins "Parle pour que je puisse t'enregistrer". La "Piscine" servait de lieu de tortures de tous genres. Parmi celles-ci, pour les hommes, il y a l'Arbatacha : la victime est couchée sur le ventre, et ses poignets sont attachés, côté dos, par des cordes à ses chevilles et les clous sur la tête que l'on enfonce à coups de marteau; pour les femmes il y a la brûlure avec une cigarette allumée et des sévices multiformes.

Après avoir pris connaissance de ces documents, la Belgique a donné son accord; elle a officiellement saisi les autorités sénégalaises pour demander l'extradition du "protégé" de Wade pour être jugé à Bruxelles.

A la suite de la découverte macabre de ces scènes de tortures pour faire avouer les victimes, Idriss Déby avait promis de demander à Diouf l'extradition de Habré pour ces crimes commis à l'encontre du "peuple tchadien". La suite, on la connaît, Habré n'est toujours pas extradé. Et pour cause : Déby était lui-même trempé dans l'élimination des

Du coup, on discute un peu dans le petit milieu tchadien, ici dans l'immigration, surtout ceux qui ont écouté l'émission d'"Africa n° 1", cette radio proche du dictateur Bongo et des dirigeants français : "La Belgique

opposants politiques . Il était le bras armé de Habré, l'exécuteur des basses oeuvres dictées par son maître. Vouloir le juger, c'est déclencher une manoeuvre qui peut lui retomber sur la figure. On raconte que Déby est malade, voire débile mais pas au point de se mettre des bâtons dans les roues.

En attendant, Il coule des années paisibles à Dakar. L'ancien tortionnaire s'est converti en homme d'affaires respectable. Avec les milliards qu'il a dilapidés des caisses de l'Etat, il en a fait des affaires en or en achetant des immeubles à Dakar,

gérés par les siens, ainsi que des cars de transport. Il courtise les Khalifs, il s'est même rendu à la Mecque où il en revient avec le titre de "Hadj".

Avec cette nouvelle demande d'extradition vers Bruxelles, la douce vita de cet tortionnaire-homme d'affaires risque d'être menacée. Wade acceptera-t-il de satisfaire la demande d'extradition de Bruxelles ? En tout cas personne au Tchad n'ira pleurer sur son sort si un jour il est condamné. Malheureusement, ce n'est même pas sûr qu'il soit extradé.

MAURITANIE

PAROLE DE GALONNÉ !

Ely Ould Mohamed Vall, le nouveau maître de Nouakchott depuis le coup d'Etat du 3 août dernier, déclare qu'il ne restera pas au pouvoir au-delà de l'année 2007, date à laquelle il promet une élection présidentielle où ni lui, ni ceux qui ont pris part au putsch ne se présenteront. Il dit qu'il est seulement de passage, le temps d'instaurer la "démocratie" et la "justice", de mettre fin à la corruption et au clanisme dans ce pays. Il ajoute que le pouvoir

ne l'intéresse pas et que s'il a renversé Ould Taya, c'est uniquement par "devoir" envers son pays. Cette chanson-là, on la connaît. Un autre galonné, Robert Guéi, en Côte d'Ivoire avait dit à peu près la même chose lorsqu'il avait renversé Konan Bédié. Il disait qu'il était juste venu "balayer la maison" et qu'ensuite il allait laisser le pouvoir à des civils. Il s'y est incrusté jusqu'à ce qu'il soit chassé et tué.

FRANCE

LA PETITE COMÉDIE DES DIRIGEANTS FRANÇAIS NE FERA PAS OUBLIER LES MASSACRES DONT ILS SONT RESPONSABLES

La ministre française de la Défense, Michèle Alliot-Marie a récemment suspendu de leur fonction trois militaires de la Force française en Côte d'Ivoire. La raison évoquée est "manquement grave à la loi, aux règlements et aux ordres". Parmi ces militaires

il y a le général Poncet, chef des forces Licorne depuis juin 2004. Il est reproché aux trois militaires suspendus d'avoir couvert le meurtre d'un "coupeur de routes" (bandit) ivoirien dans la zone tampon sous surveillance française en mai dernier.

Le général Poncet est un militaire de haut rang qui a dirigé des opérations dites spéciales pour le compte du gouvernement français. Il était présent au Rwanda lors du génocide qui avait coûté la vie à près d'un million de personnes. C'est sous son commandement que l'armée française a ouvert le feu sur une foule de manifestants à Abidjan en novembre 2004. De nombreux militaires français se comportent comme de vulgaires voyous et cela depuis bien avant la prise de commandement de Poncet. Douze d'entre eux, alors qu'ils étaient chargés de protéger une banque, se sont rendus coupables de son braquage dans la ville de Man dans un passé récent. Six militaires auraient été impliqués dans des agissements similaires dans une banque de Bouaké. Un élément de la force Licorne a récemment été condamné à trois ans d'emprisonnement pour avoir tué un jardinier ivoirien.

Chirac et sa ministre Alliot-Marie font croire que c'est pour mettre fin à de tels agissements, aux bavures de leur soldatesque, que le général quatre étoiles et quelques uns de ses subalternes, ont été suspendus de leur fonction. C'est du cinéma! Il leur est juste reproché d'avoir menti à leurs supérieurs. C'est un aspect mineur. Le rôle fondamental de l'armée de l'impérialisme français en Afrique à ce qu'on sache n'est pas de lancer des fleurs aux populations des pays sous sa domination! C'est pour faire le sale boulot de maintien de l'ordre impérialiste. De l'Algérie à Madagascar en passant par le

Cameroun, l'Indochine, c'est par centaines de milliers, peut-être par millions, qu'on compte les victimes des massacres coloniaux. Et plus récemment au Rwanda, c'est en la présence et avec l'appui de cette même armée que le génocide s'est produit!

Les raisons de la décision des dirigeants français sont plutôt à chercher ailleurs. A la fin du mois d'octobre le mandat de Gbagbo devait officiellement prendre fin. De nouvelles élections générales devaient avoir lieu à cette échéance. Le 9 novembre prochain sera aussi le premier anniversaire des massacres perpétrés par l'armée française devant l'hôtel Ivoire, faisant des dizaines de morts et des centaines de blessés graves. Le souvenir de cette journée de sauvagerie digne des temps coloniaux est resté vivace. Les relations entre le régime de Gbagbo et le gouvernement français sont tendues et celui-ci serait bien content de désamorcer à l'avance le climat de tension et les débordements possibles des partisans du régime, chauffés à blanc. La commémoration de cette journée de massacre pourrait donner lieu à des rassemblements et des manifestations hostiles à la France, à Abidjan et dans quelques grandes villes du pays. Et ce n'est pas pour rien que les forces Licorne viennent de prendre livraison d'une dizaine de chars à chenilles de type AMX, selon les informations officielles. Ce qui est en cause, ce n'est pas la discipline au sein de l'armée française mais la raison profonde de sa présence dans les ex-colonies.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.